académie Bordeaux

direction des services départementaux de l'éducation nationale Dordogne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

18/03/2019

BILAN CDAS PLÉNIÈRE ANNÉE 2018

Service social et Action sociale en faveur des personnels
DSDEN 24

INTRODUCTION

La politique d'action sociale est inscrite dans la loi portant droits et obligations des fonctionnaires et fait partie intégrante de la politique de gestion des ressources humaines de l'académie. Elle est mise en œuvre pour une part par le Service d'Appui aux Ressources Humaines (SARH) et d'autre part par le service social en faveur des personnels (SSP).

L'action sociale est un des outils du service social pour contribuer au bien-être personnel et professionnel des agents publics et de leurs familles et s'intègre donc pleinement dans les objectifs du projet académique 2016-2020. En effet, l'axe 3 qui invite à « *développer les compétences professionnelles de tous les personnels* » suppose d'« *assurer l'accompagnement des personnels et de s'assurer de leur bien-être au travail* ».

Basée sur des prestations inter-ministérielles (PIM) et sur des prestations d'action sociale d'initiative académique (ASIA) concernant le logement, les enfants et les loisirs, l'action sociale comprend aussi des aides sollicitées au niveau départemental dans le cadre des commissions d'action sociale (CDAS). Celles-ci étudient les demandes ponctuelles et exceptionnelles des personnels, agents stagiaires et titulaires, retraités et ayant-droits, agents contractuels de droit public. En sont exclus tous les personnels en contrat de droit privé aux ressources faibles et aux statuts précaires. Elles se concrétisent sous forme d'aides et/ou de prêt après présentation des situations par les assistantes sociales aux représentants des personnels et de la MGEN qui valident ou non les propositions.

Faire le bilan annuel des secours et prêts octroyés par une présentation détaillée de leur nombre, montants et répartition, en fonction des types de soutien, des statuts des bénéficiaires, de leur situation géographique dans le département et des motifs, permet d'apporter un état des lieux de l'année écoulée et de dégager des tendances au cours des sept années passées. Cette expertise fondée sur un travail de terrain au plus proche des situations des personnels est un moyen d'actualiser les problématiques rencontrées au fil des années, de recenser les besoins pour les porter à la connaissance de l'institution, des représentants des personnels et de la MGEN. Soumis au débat en CDAS plénière, ces éléments, accompagnés d'éventuelles propositions pourront être transmis au Rectorat pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des agents.

UNE EQUIPE AU SERVICE DES PERSONNELS

En Dordogne, l'action sociale dans le cadre de la CDAS est le fruit d'un travail d'équipe composée de personnels administratifs et de travailleurs sociaux de la DSDEN travaillant en lien avec le Bureau de l'action sociale du Service d'Appui aux Ressources Humaines du Rectorat, SARH 1, dirigé par madame Carole Damon.

Madame Jeanne Kohler, chef de division ajointe auprès de monsieur Vincent Navarro, chef de la division des ressources humaines et de la vie de l'élève, est responsable de l'action sociale en faveur des personnels au sein du département. Elle est secondée par une secrétaire qui a pris ses fonctions au 1er septembre 2016 : madame Béatrice Bernède.

Les demandes d'aides et/ou de prêts sont reçues, analysées et présentées par les deux assistantes sociales, madame Michèle Joubert, en outre conseillère technique, et madame Claire Larnaudie.
Le traitement des dossiers est dans la mesure du possible l'objet d'une rencontre avec les assistantes sociales des personnels à la DSDEN, exceptionnellement à domicile, et d'une concertation avec monsieur Frédéric Sansarlat, le conseiller en économie sociale et familiale, qui apporte son expertise en matière de gestion budgétaire. En fonction des situations, les agents peuvent se voir proposer une mise à disposition par ce travailleur social notamment dans les situations qui relèvent du surendettement.
Un réel travail de concertation en amont de la CDAS est donc réalisé afin de présenter les propositions les plus argumentées et les plus objectives possibles et permettre aux partenaires sociaux et les représentants de la MGEN de prendre les décisions les plus pertinentes.

BILAN STATISTIQUE CDAS 2018

Il s'agit d'un bilan statistique. Le commentaire des chiffres présentés sera réalisé en CDAS plénière du 18 mars 2019.

TYPES DE SECOURS : AIDES, PRETS, AIDES D'URGENCE accordés

2018	NOMBRE	MONTANT
AIDES	69	31 875 euros
PRETS	0	0 euros
AIDES D'URGENCE	12	6 275 euros

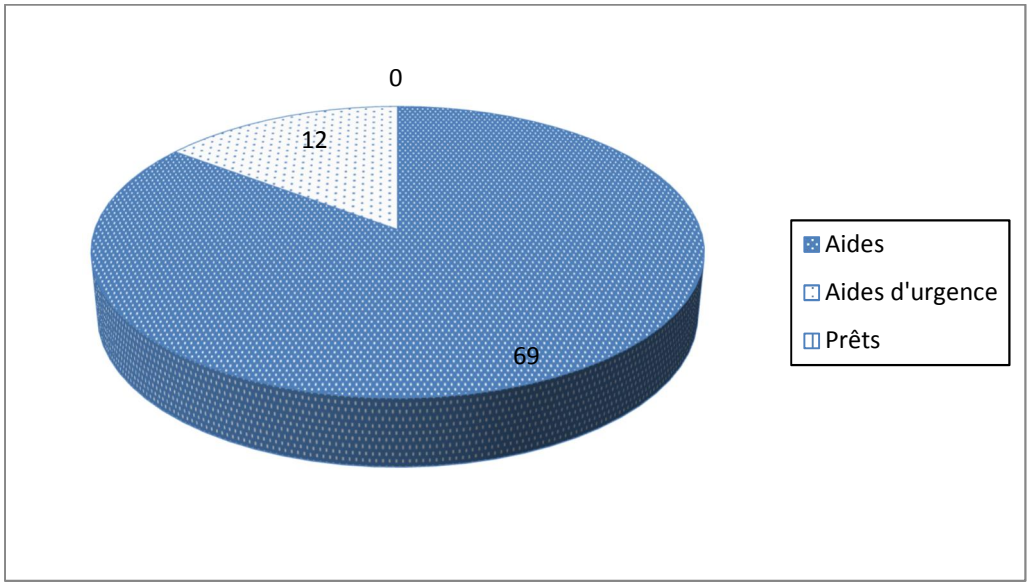

Figure 1 : Nombre d'aides, aides d'urgence, prêts

DOSSIERS EXAMINES, RETENUS, MONTANTS MINIMUM, MAXIMUM, MOYENS

	AIDES (simples et en urgence)	**PRETS**
Dossiers examinés	88	0 euros
Dossiers retenus	81	0 euros
Montant maximum	800 euros	0 euros
Montant minimum	100 euros	0 euros
Montant moyen	470,98 euros	0 euros

SOMMES DEPENSEES PAR CDAS

	AIDES	**PRETS**
15/01/2018	3 900 euros	0 euros
05/02/2018	1 100 euros	0 euros
19/03/2018	4 000 euros	0 euros
07/05/2018	4 550 euros	0 euros
28/05/2018	3 100 euros	0 euros
02/07/2018	3 700 euros	0 euros
01/10//2018	5 600 euros	0 euros
05/11/2018	12 200 euros	0 euros

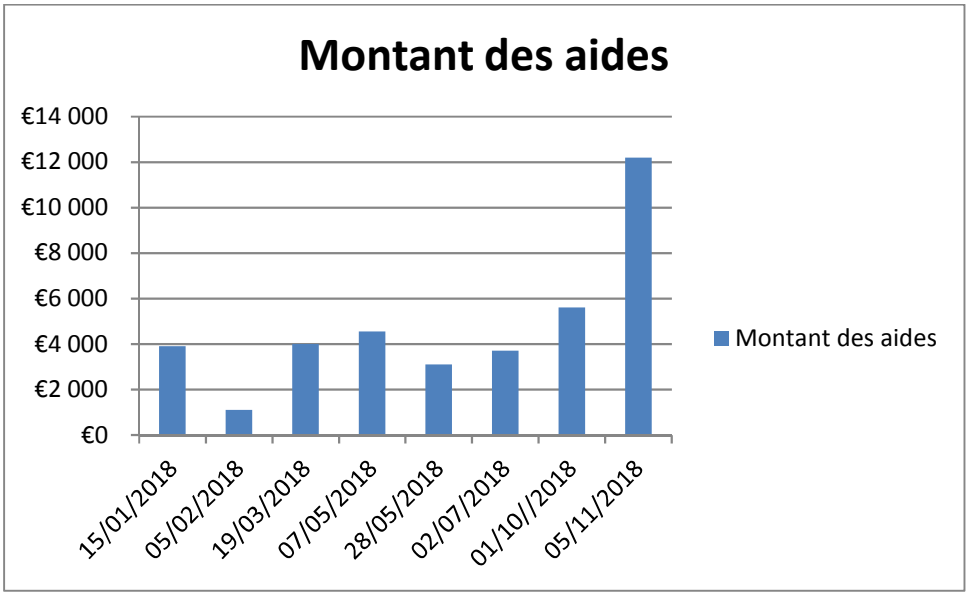

Figure 2 : Sommes dépensées par CDAS

PAR ZAP

2018	ZAP Périgueux	ZAP Nord	ZAP Bergerac	ZAP Est	ZAP Ouest
AIDES	29	6	7	13	14
PRETS	0	0	0	0	0
AIDES D'URGENCE	5	2	2	0	3
TOTAL	**34**	**8**	**9**	**13**	**17**

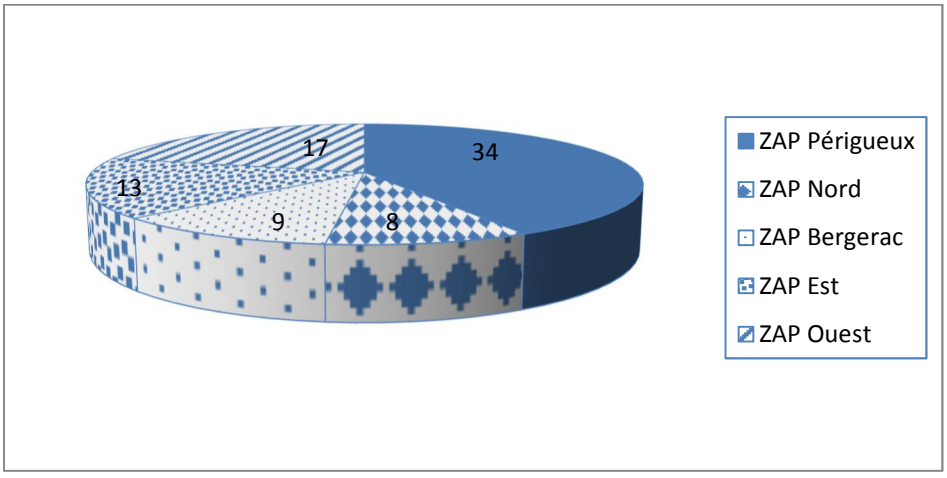

Figure 3 : Nombre d'aides par ZAP

PERSONNELS BENEFICIAIRES CONCERNES

2018	AIDES	AIDES EN URGENCE	PRETS
Enseignants	19	0	0
Non enseignants	37	12	0
Retraités	13	0	0
Ayant-droits	0	0	0

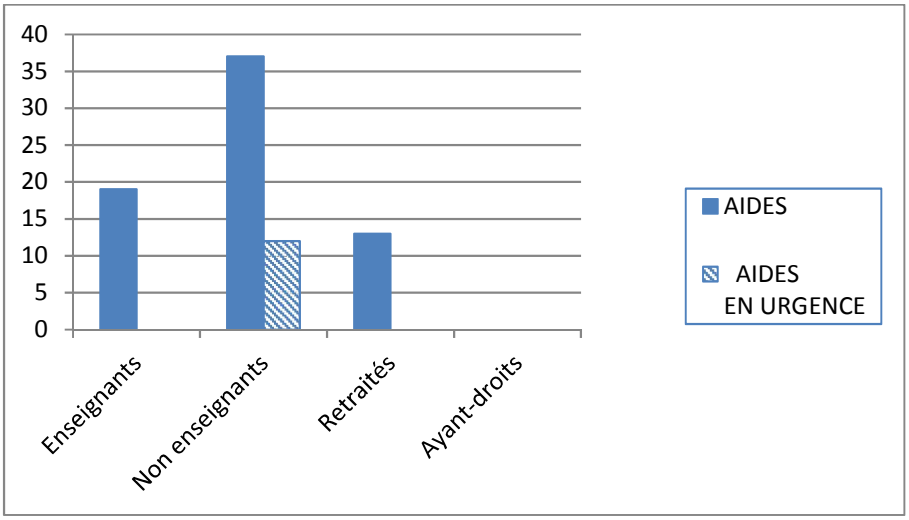

Figure 4 : Types de secours en fonction des statuts enseignants, non enseignants, retraités, stagiaires

2018	AIDES	AIDES D'URGENCE	PRETS
Titulaires	29	1	0
Non titulaires	27	11	0
Stagiaires	0	0	0

Sont exclus du tableau les retraités et les ayants-droits

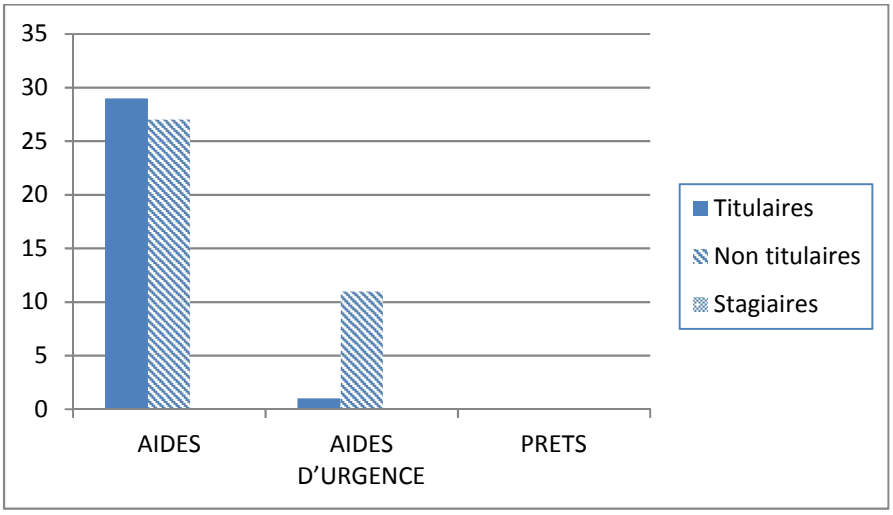

Figure 5 : Types de secours en fonction des 3 statuts (titulaires, non titulaires, stagiaires)

PROPORTION HOMMES/FEMMES

14,81% des bénéficiaires sont des hommes

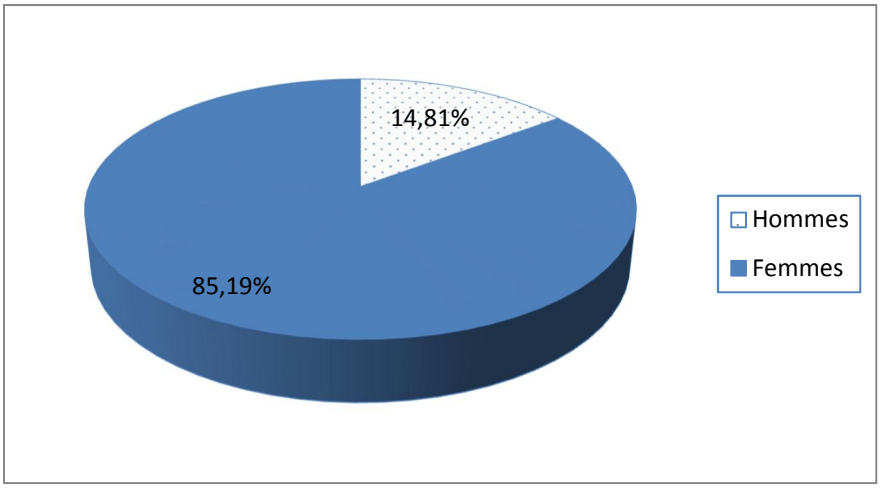

Figure 6 : Répartition par sexe des secours

PROPORTION ACTIFS/RETRAITES

16,05 % des personnels bénéficiaires sont des retraités.

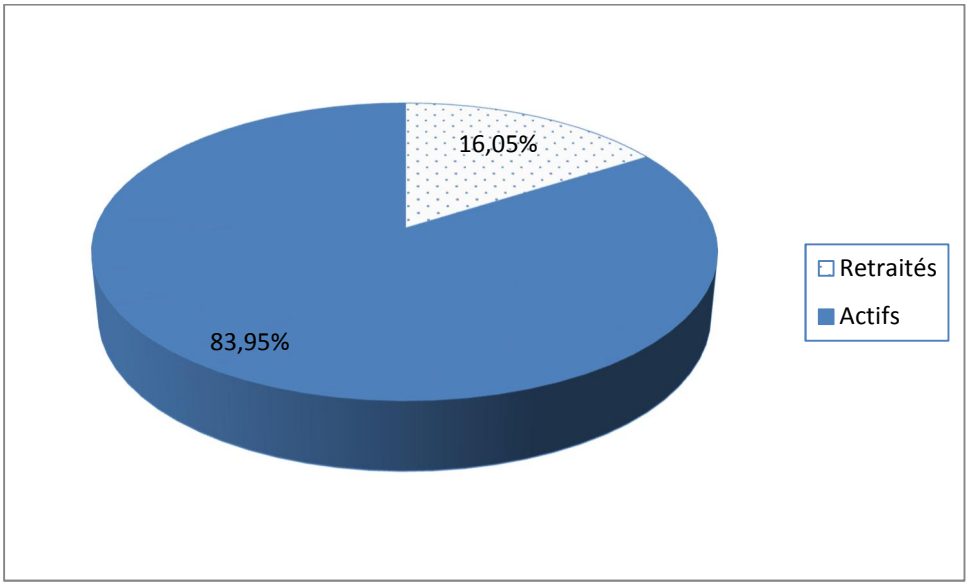

Figure 7 : Répartition par des bénéficiaires entre actifs et retraités

MOYENNE D'AGE DES BENEFICIAIRES

47,42 ans est la moyenne d'âge des bénéficiaires

CATEGORIES DES BENEFICIAIRES

CATEGORIES	NOMBRE DE PERSONNELS BENEFICIAIRES
Catégorie A	24
Catégorie B	0
Catégorie C	6
Non titulaires	38
Retraités	13
Stagiaires	0
Ayant-droits	0
Total des bénéficiaires	81

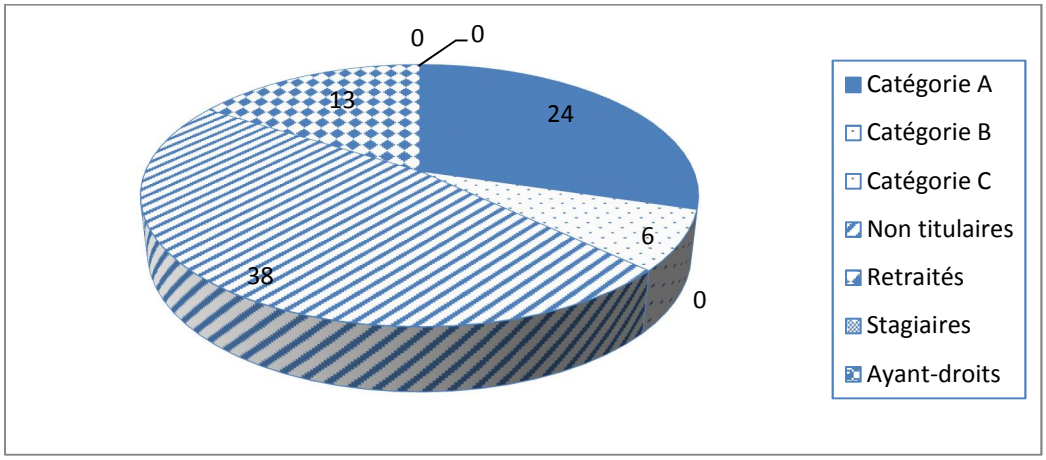

Figure 8 : Statuts des bénéficiaires

SITUATIONS FAMILIALES DES BENEFICIAIRES

SITUATIONS FAMILIALES	NOMBRE
Séparés avec ou sans enfant	16
Divorcés avec ou sans enfant	30
Veuves avec ou sans enfant	4
Mariés ou vie maritale avec ou sans enfant	14
Célibataire	16
Pacsé avec ou sans enfant	1

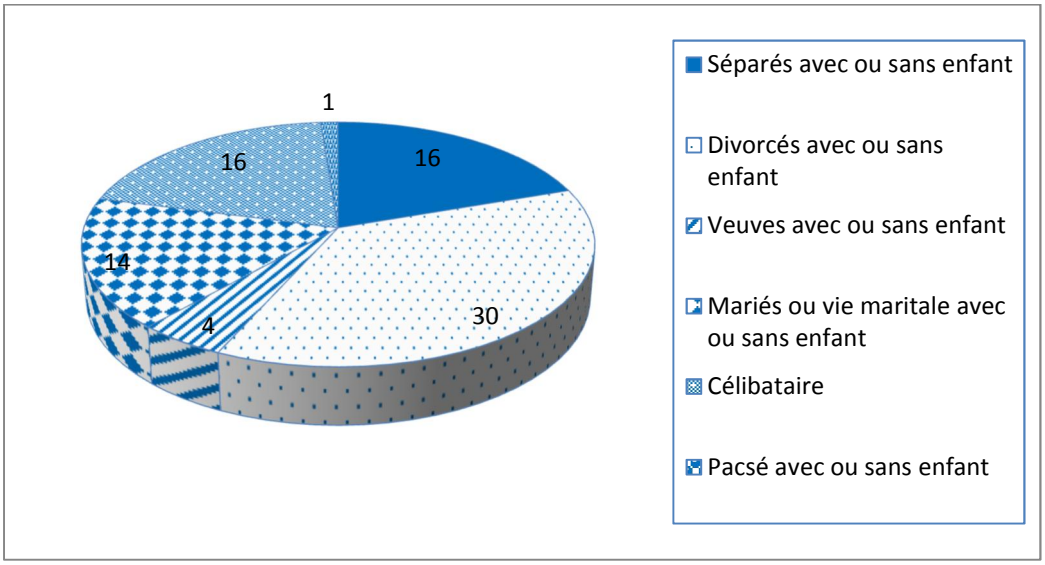

Figure 9 : Situations familiales des bénéficiaires

MOTIFS DES DEMANDES DES BENEFICIARES

Le nombre de motifs ne correspond pas au nombre d'aides et de prêts car plusieurs motifs peuvent être invoqués.

DIFFICULTES LIEES AU TRAVAIL	**54**
Précarité du statut ou temps partiel ou faibles ressources dues ½ traitement et AJ	17
Avance des frais de formation, déplacement	2
Eloignement domicile-travail	2
Frais d'installation (suite mutation)	1
Trop-perçus de salaire à rembourser	4
Salaire versé tardivement (retard ou suites de contrats)	8
Frais liés au véhicule indispensable pour aller travailler	20
DIFFICULTES LIES A LA FAMILLE	40
Séparation, divorce (dont frais liés au changement de domicile)	10
Décès (enfant, conjoint)	1
Etudes supérieures des enfants	7
Conjoint (chômage ou détournement argent de comptes bancaires)	6
Frais liés aux enfants (autres que les études)	10
Ascendants	0
Frais d'honoraires d'avocat	6
DIFFICULTES LIEES AU BUDGET	69
Faible retraite	5
Frais de chauffage, EDF	16
Endettement	13

Renouvellement du matériel domestique ou dégâts domestique (fuite d'eau), travaux domestiques	6
Frais de véhicule pour les retraités isolés	1
Escroquerie, prêt d'argent non remboursé	1
Impôts mal déclarés et somme à reverser, retards impôts	5
Logement (retards loyers, loyers trop chers, baisse APL)	22
DIFFICULTES LIEES A LA SANTE	**25**
Attente de la réponse du comité médical/allocations MGEN	1
Soins et appareillages non pris en charge par la mutuelle	14
Aide-ménagère	3
½ traitement sans accès possible aux AJ MGEN ou uniquement IJ de la CPAM	6
Cotisations MGEN non prélevées	1

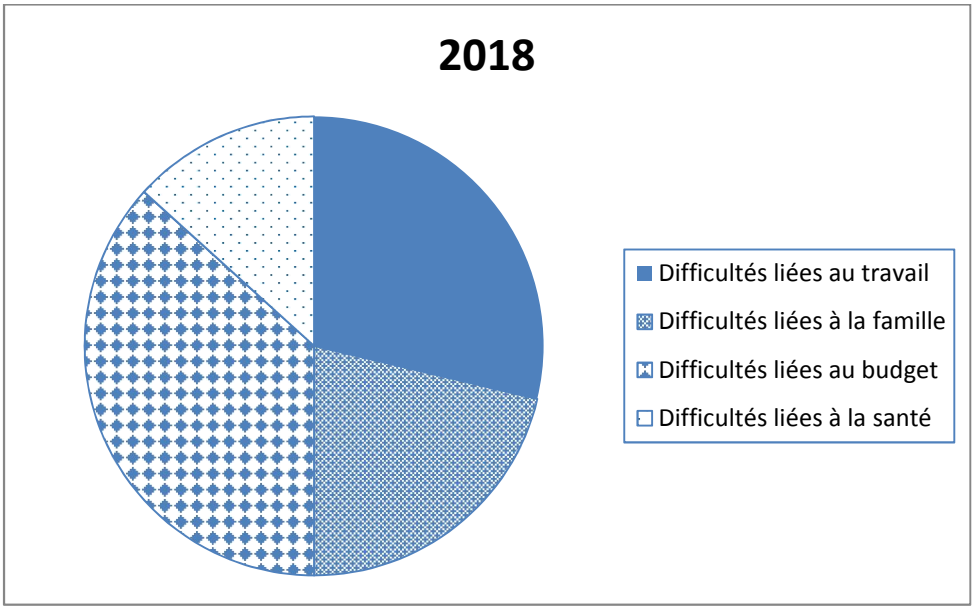

Figure 10 : Motifs des demandes

REFUS/AJOURNEMENTS

- 4 refus ont été donnés
- 3 ajournements

AIDES SUR LES CREDITS PRIVES

3 aides accordées

EVOLUTION COMPARATIVE

CREDITS ALLOUES

	AIDES	PRETS
2011	24 596,39 euros	17 764, 75 euros
2012	34 146 euros	14 380, 34 euros
2013	28 800 euros	15 164,13 euros
2014	32 000 euros	7 600 euros
2015	32 198 euros	10 740,57 euros
2016	32 198 euros	7 832,03 euros
2017	29 435 euros	5259,06 euros
2018	38 156 euros	5 689,76 euros

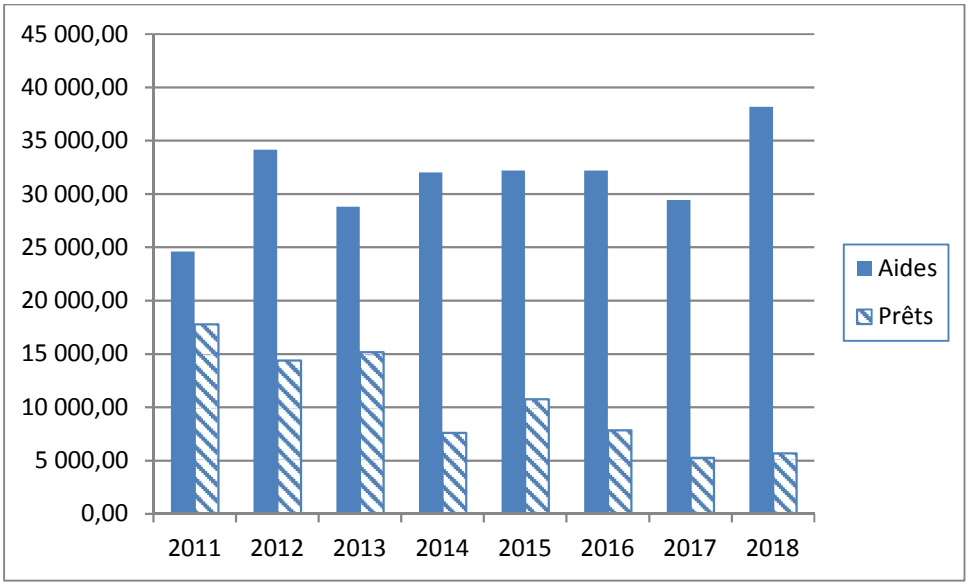

Figure 11 : Evolution des crédits d'aide et de prêt de 2011 à 2018

ETAT DE LA CONSOMMATION

	AIDES	**Reliquat aides**	PRETS	**Reliquats prêts**
2011	23 946,39 euros	650 euros	14 048 euros	3 716, 75 euros
2012	34 146 euros	0 euros	14 380 euros	0,34 euros
2013	28 800 euros	0 euros	15 099,82 euros	64,31 euros
2014	31 750 euros	250 euros	7 600 euros	0 euros
2015	32 160 euros	38 euros	8 800 euros	1 940,57 euros
2016	31 950 euros	248 euros	3 500 euros	4332,03 euros
2017	29 400 euros	35 euros	4 500 euros	759,06 euros
2018	38 150 euros	6 euros	0 euros	5 689,76 euros

NOMBRE D'AIDES, PRETS EN FONCTION DES ZAP

AIDES (aides et aides d'urgence)	**ZAP Périgueux**	**ZAP Nord**	**ZAP Bergerac**	**ZAP Est**	**ZAP Ouest**	**TOTAL**
2011	Manque de données					**54**
2012	24	10	12	14	9	**68**
2013	36	5	11	13	4	**69**
2014	28	9	14	10	6	**67**
2015	34	3	10	8	10	**65**
2016	26	9	11	11	12	**69**
2017	20	11	15	3	9	**58**
2018	34	8	9	13	17	**81**

PARMI LES AIDES, NOMBRE D'AIDES D'URGENCE

	2012	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Nombre	6	20	18	17	18	7	12

PRETS	**ZAP Périgueux**	**ZAP Nord**	**ZAP Bergerac**	**ZAP Est**	**ZAP Ouest**	**TOTAL**
2011	Manque de données					**15**
2012	7	1	1	3	1	**14**
2013	3	1	2	1	3	**10**
2014	2	0	2	0	1	**5**
2015	2	1	1	1	1	**6**
2016	0	0	0	1	1	**2**
2017	1	0	1	1	0	**3**
2018	0	0	0	0	0	**0**

PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC CONCERNES

- ✓ ***NOMBRE D'AIDES***

AIDES	Enseignants	Non enseignants	Retraités	Ayant-droits
2012	26	22	19	1
2013	25	34	10	1
2014	33	23	11	0
2015	26	25	10	4
2016	26	29	11	3
2017	25	27	5	1
2018	19	49	13	0

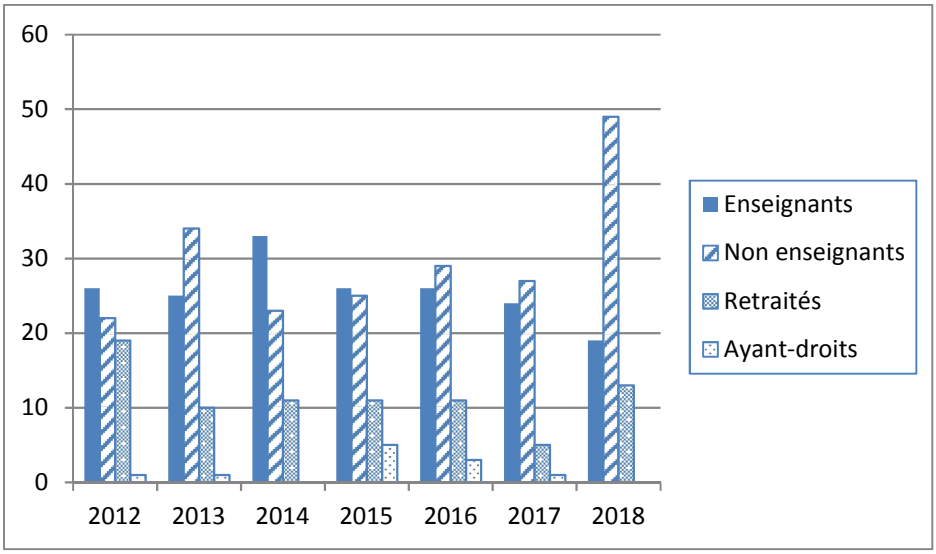

Figure 12 : Evolution 2012-2018 du nombre d'aides en fonction des statuts (enseignants, non enseignants, retraités, ayant-droits)

	Titulaires (dont retraités)	Non titulaires	Stagiaires
2012	55	13	0
2013	44	25	1
2014	46	21	0
2015	39	19	3
2016	45	20	1
2017	28	29	0
2018	43	38	0

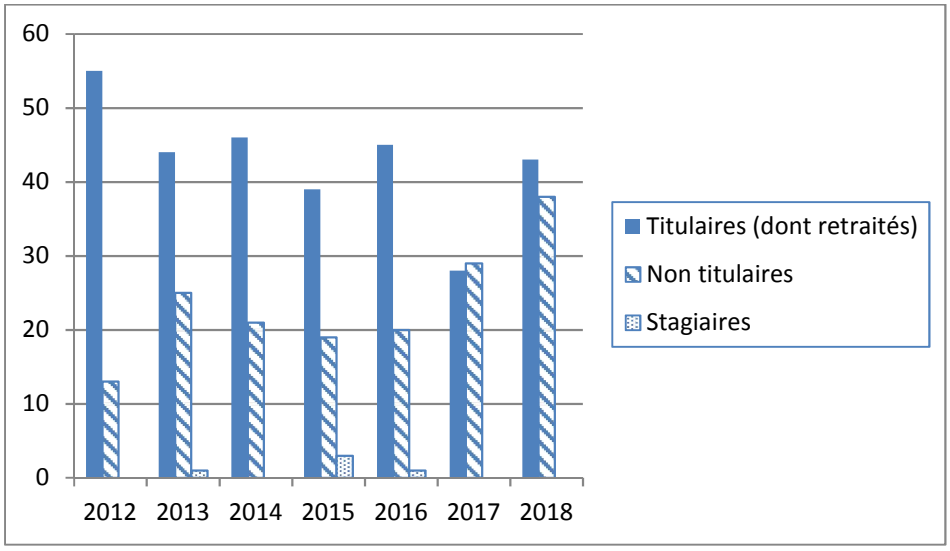

Figure 13 : Evolution 2012-2018 du nombre d'aides en fonction des statuts de titulaires ou non

- ✓ ***NOMBRE DE PRETS***

PRETS	Enseignants	Non enseignants	Retraités	Ayant-droits
2012	6	8	0	0
2013	4	2	4	0
2014	4	1	0	0
2015	3	1	1	1
2016	1	0	1	0
2017	1	1	1	0
2018	0	0	0	0

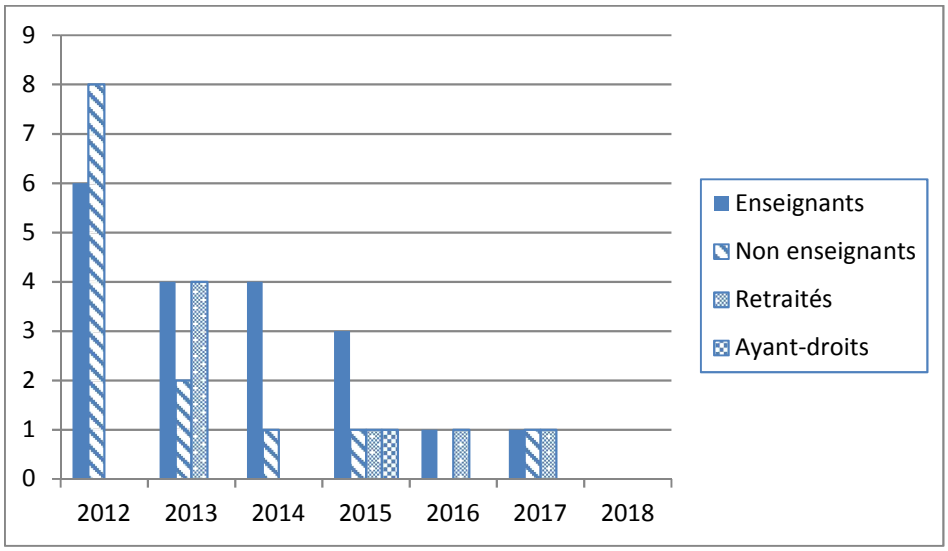

Figure 14 : Evolution 2012-2018 du nombre de prêts en fonction des statuts (enseignants, non enseignants, retraités)

PRETS	Titulaires (dont retraités)	Non titulaires
2012	11	3
2013	9	1
2014	5	0
2015	6	0
2016	2	0
2017	3	0
2018	0	0

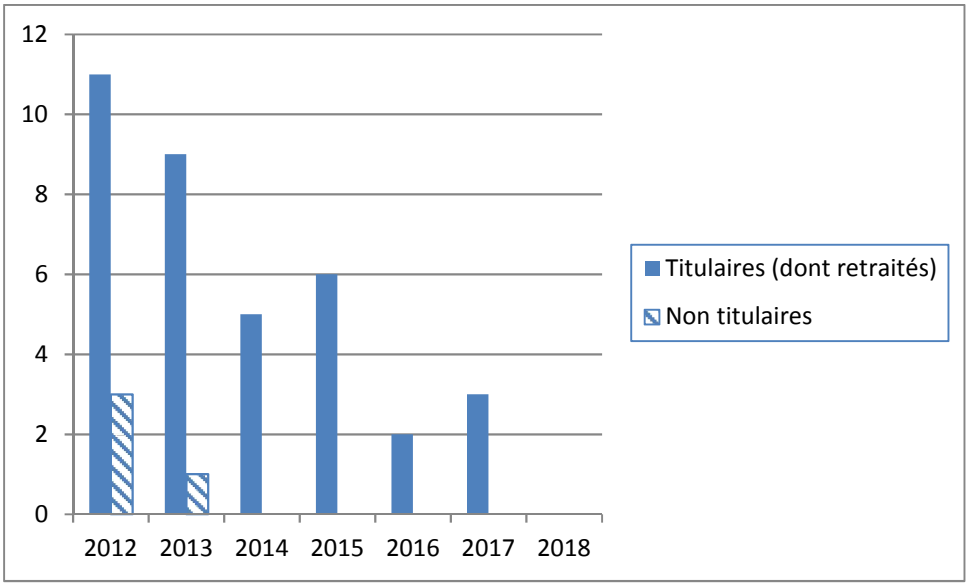

Figure 15 : Evolution 2012-2018 du nombre de prêts en fonction du statut de titulaires ou non

EVOLUTION DE LA REPARTITION HOMMES/FEMMES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Hommes	21,2%	17,1%	27,77%	14,08	19,71%	18,03%	14,81%
Femmes	78,8%	82,9%	72,23%	85,92%	80,29%	81,97%	85,19%

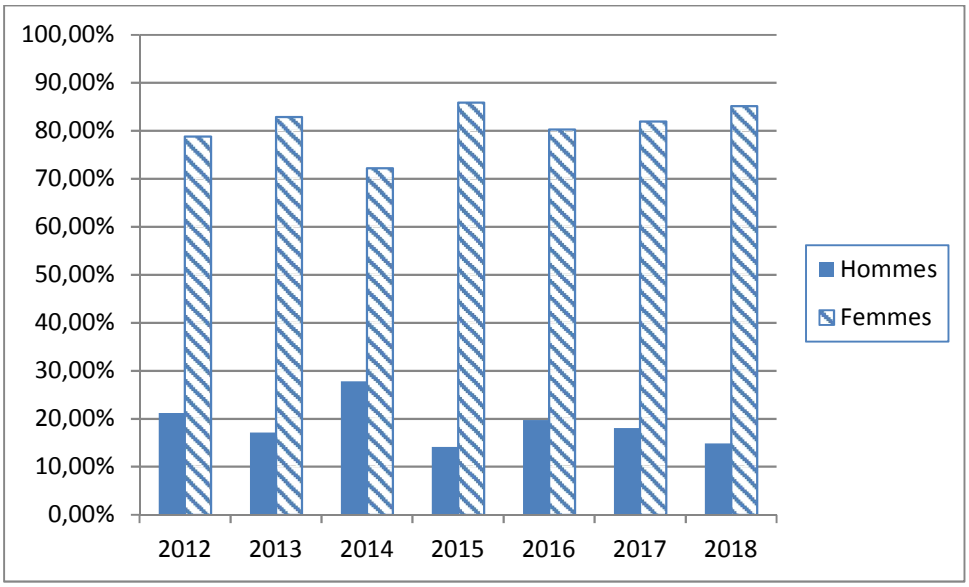

Figure 16 : Evolution 2012-2018 de la répartition Hommes/Femmes

EVOLUTION DE LA PROPORTION ACTIFS /RETRAITES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Actifs	75,34%	81,58%	84,73%	83,1%	83,1%	90,17%	83,96%
Retraités	24,66%	18,42%	15,27%	16,9%	16,9%	9,83%	16,04%

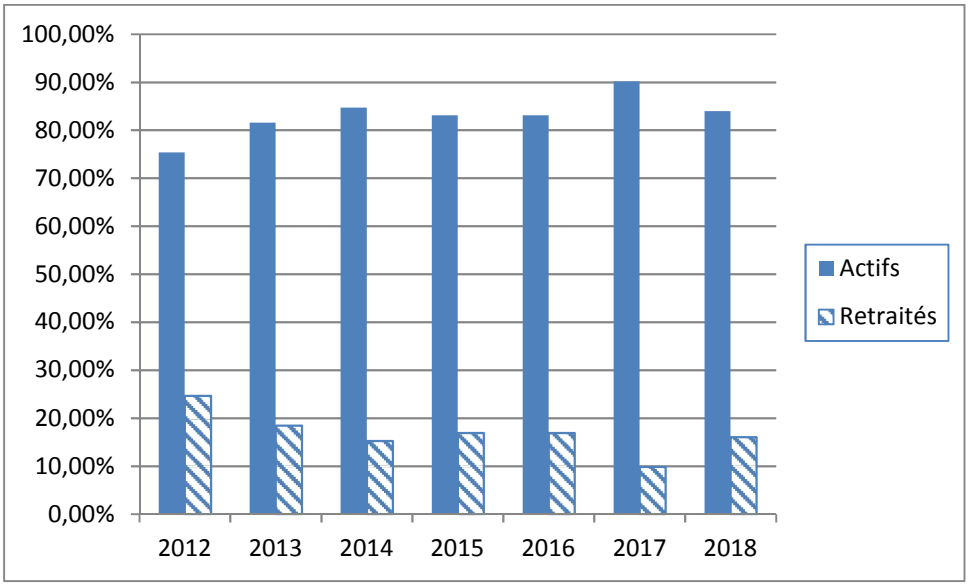

Figure 17 : Répartition par des bénéficiaires entre actifs et retraités

EVOLUTION DES CATEGORIES DE BENEFICIAIRES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Catégorie A	34,18%	43,05%	36,62%	36,62%	31,15%	29,63%
Catégorie B	3,8%	1,38%	0%	1,41%	4,92%	0%
Catégorie C	10,13%	11,11%	9,86%	11,27%	4,92%	7,41%
Retraités	17,72%	15,27%	15,5%	16,90%	9,83%	16,05%
Non titulaires	31,65%	29,16%	26,76%	28,17%	47,54%	46,91%
Ayant-droits	1,26%	0%	7,04%	4,22%	1,64%	0%
Stagiaires	1,26%	0%	4,22%	1,41%	0%	0%

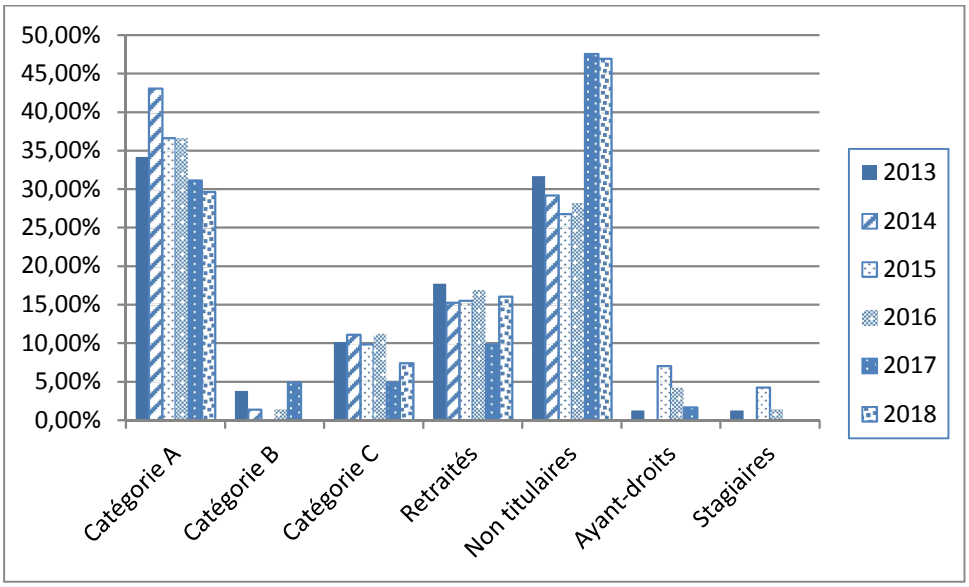

Figure 18 : Evolution 2013-2018 de la répartition des catégories

EVOLUTION DES SITUATIONS FAMILIALES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
En couple	35,58%	20,85%	21,13%	21,13%	21,31%	18,52%
Seul avec ou sans enfant	64,42%	79,15%	78,87%	78,87%	78,69%	81,48%

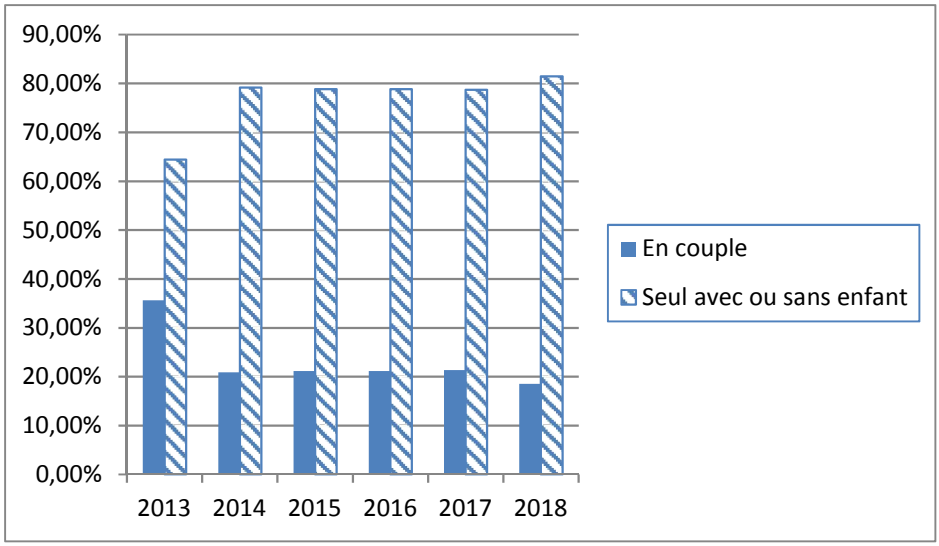

Figure 18 : Evolution 2013-2018 des situations familiales

EVOLUTION DES TYPES DE DEMANDES

	2014	2015	2016	2017	2018
DIFFICULTES LIEES AU TRAVAIL	**47**	**36**	**32**	**43**	**54**
Précarité du statut ou temps partiel ou faibles ressources dues ½ traitement et AJ	9	2	3	12	17
Avance des frais de formation, déplacement	1	3	2	0	2
Eloignement domicile-travail	3	1	5	5	2
Frais d'installation (suite mutation)	4	5	4	1	1
Trop-perçus de salaire à rembourser	9	4	5	7	4
Salaire versé tardivement	4	3	2	1	8
Frais liés au véhicule indispensable pour aller travailler	17	18	11	17	20
DIFFICULTES LIES A LA FAMILLE	41	44	32	24	40
Séparation, divorce (dont frais liés au changement de domicile)	9	10	8	9	10
Décès (enfant, conjoint)	2	5	4	5	1
Etudes supérieures des enfants	3	9	3	3	7
Conjoint (chômage ou détournement argent de comptes bancaires)	6	6	3	2	6
Frais liés aux enfants (autres que les études)	18	9	11	4	10
Ascendants	0	1	0	1	0
Frais d'honoraires d'avocat	3	4	3	0	6
DIFFICULTES LIEES AU BUDGET	30	64	46	53	69

Faible retraite	2	6	4	1	5
Frais de chauffage	4	3	1	11	16
Endettement	6	20	6	15	13
Renouvellement du matériel domestique ou dégâts domestique (fuite d'eau), travaux domestiques	8	14	4	7	6
Frais de véhicule pour les retraités isolés	3	1	4	2	1
Escroquerie, prêt d'argent non remboursé	2	0	2	1	1
Impôts mal déclarés et somme à reverser, retards impôts	9	8	11	8	5
Logement (retards loyers, loyers trop chers, baisse APL)	8	12	14	8	22
DIFFICULTES LIEES A LA SANTE	33	27	24	22	25
Attente de la réponse du comité médical/allocations MGEN	4	3	2	1	1
Soins et appareillages non pris en charge par la mutuelle	20	20	17	10	14
Aide-ménagère	3	3	2	1	3
½ traitement sans accès possible aux AJ MGEN ou uniquement IJ de la CPAM	6	1	2	6	6
Cotisations MGEN non prélevées	0	0	1	4	1

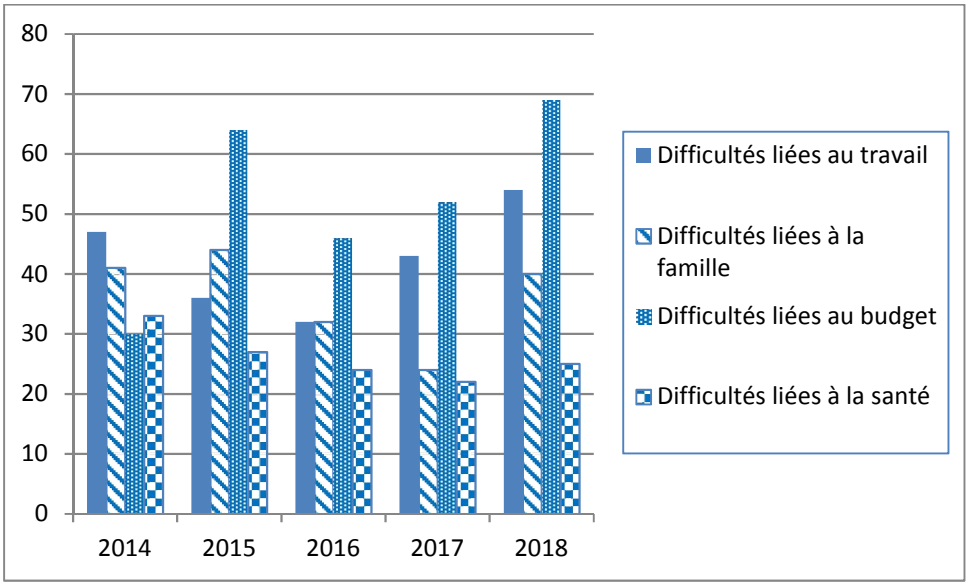

Figure 22 : Evolution 2014-2018 types de demandes (en nombre)